Gabriel Gagnon

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1983)

“Les nouveaux habits de la souveraineté”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "Les nouveaux habits de la souveraineté". Un article publié dans la revue **Possibles**, Montréal, vol. 8, no 1, 1983, pp. 133-145.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]

Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 19 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[Les vieux patriotes](#)

[La garde montante](#)

[Nouveau langage, nouvelle culture](#)

[Conclusion](#)

Gabriel Gagnon,
sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

“Les nouveaux habits de la souveraineté”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, Montréal, vol. 8, no 1, 1983, pp. 133-145..

Introduction

À la mémoire de mon ami Sandy Burgess, journaliste et populiste généreux, décédé à Rimouski le 30 août dernier.

[Retour à la table des matières](#)

Au Parti québécois, la crise semble avoir usé prématurément langage et dirigeants. Le mythe unificateur de l'indépendance vacille chez de plus en plus de femmes, de jeunes et de syndiqués. L'esprit du temps entraîne nos intellectuels les plus superficiels vers ces nouvelles modes que peuvent être virage technologique, américanité, retour à l'individu. Et pourtant, pour peu qu'on y réfléchisse, l'indépendance constitue encore pour les Québécois francophones la meilleure sinon l'unique façon d'instaurer en Amérique du Nord cette société pacifique, autonome et solidaire que nous sommes nombreux à poursuivre dans nos rêves et nos travaux quotidiens. Encore faut-il qu'au lieu de disséquer la pseudo-spécificité de nos traits culturels nous nous distinguions par l'originalité et la hardiesse de nos projets économiques, sociaux et culturels.

Les vieux patriotes

[Retour à la table des matières](#)

Loin des réalités du pouvoir et de la société, malmenés par le chef et le gouvernement, irrités par l'allure des dernières négociations dans le secteur public, un grand nombre d'indépendantistes de la première heure accusent le P.Q., quand ce n'est pas au fond la société québécoise, d'avoir trahi leur rêve. Pour eux, l'histoire est à reprendre avant mai 1980. Tout est à recommencer au début : parti, leadership, programme, stratégie. Obsédés d'une pureté sans contrainte, ces amoureux déçus, plus prêts à changer de peuple que d'idée, semblent parfois espérer l'échec définitif qui justifierait leur pessimisme et libérerait leur culpabilité.

Ne retrouve-t-on pas cette tendance suicidaire et apocalyptique chez ceux et celles qui voudraient à tout prix imposer au prochain congrès du P.Q. de faire de l'élection prévue pour 1985 un nouveau référendum où l'avenir du gouvernement Lévesque et le destin de la société québécoise seraient intimement associés. Du seul point de vue de la stratégie, cette décision pêcherait par imprudence. Nombreux sont les indépendantistes à ne plus vouloir voter P.Q., plus nombreux encore les électeurs péquistes encore hésitants face à l'indépendance. Espérer enclancher pour de bon le processus d'accession à la souveraineté grâce à une majorité absolue lors des prochaines élections, c'est pour le P.Q. se fixer un objectif irréalisable, tout en effarouchant de nombreux électeurs. Tout au plus pourrait-on organiser à la même date, en deux opérations distinctes, élections et nouveau référendum : les électeurs satisfaits pourraient alors renouveler leur confiance au gouvernement, tout en retardant encore leur choix constitutionnel définitif ; quant aux indépendantistes, ils s'exprimeraient sans crainte de lier leur rêve aux vicissitudes d'un seul parti.

De toute façon, si la réalisation de tout grand projet politique nécessite un réalisme pédagogique bien ancré dans le temps et la vie quotidienne, il faudrait y songer à deux fois avant de demander aux Québécois de répéter le sociodrame de 1980. Une même génération pourrait-elle se permettre un deuxième échec de cette envergure sans retomber dans les grands désespoirs et les aliénations définitives ?

Si, dans son ensemble, le P.Q. demeure profondément tenté par cette perspective un peu apocalyptique, c'est une option beaucoup plus réaliste, axée sur le plein emploi, la concertation et le virage technologique, qui semble l'emporter pour le moment au gouvernement et dans les instances supérieures du parti.

La garde montante

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, parler de plein emploi, de virage technologique et de concertation n'est ni original ni controversé. Tout le monde le fait, même Robert Bourassa, Daniel Johnson et Brian Mulroney. Encore faut-il se demander à qui ces nouvelles idées profiteraient vraiment et, si l'on est souverainiste, en quoi elles accéléreraient le processus de libération nationale. Si la « garde montante » de Jacques Parizeau a trop faim, qui l'empêchera de rançonner le pays et de troquer son butin pour un compte en Suisse ou un condominium en Floride ?

Prenons d'abord le virage technologique. Si une société comme la nôtre n'y peut probablement pas plus échapper que les Canuts de Lyon à la révolution industrielle, il ne nous garantit, loin de là, ni un développement économique continu ni l'entrée dans un nouvel âge d'or où l'égalité et la démocratie fleuriraient d'elles-mêmes.

Les quelques études consacrées ici au virage technologique, dont Henri Beauchemin fait une excellente synthèse dans ce numéro, s'accordent pour admettre qu'à court terme il fera sûrement disparaître des emplois, moins que si on ne le prenait pas cependant. Les réductions d'emploi atteindront davantage le secteur tertiaire, via la bureautique, et par conséquent les femmes qui, aux niveaux inférieur et moyen, y sont nettement majoritaires. Même dans l'industrie secondaire et primaire traditionnelle, 80% des nouveaux investissements sont aujourd'hui, à l'inverse des années 1970, destinés à accroître la productivité et seulement 20% à augmenter la capacité des entreprises, c'est-à-dire le nombre de choses produites (Sylvain Gouz, Directeur du service économique de TF1 au Colloque du P.Q. sur l'économie, mars 83) : l'arrivée des robots dans l'industrie automobile aux États-Unis et au Japon en constitue un excellent exemple.

Par ailleurs, il est loin d'être évident que la conjoncture mondiale et la situation du Québec sur l'échiquier canadien lui permettent d'accueillir ou de créer les industries de pointe qui compenseraient rapidement les pertes d'emploi inévitables. Les politiques fédérales ne vont évidemment pas en ce sens ; notre niveau de vie ne nous permet pas de concurrencer facilement le Japon, la Corée ou Singapour ; quant aux maigres ressources dont nous disposons, elles ne suffissent pas à financer à la fois les canards boiteux (pâtes et papier, Québécoir, Sidbec) et une percée technologique significative.

Il nous faut donc écouter avec la plus grande prudence les sirènes libérales et péquistes qui, avec le virage technologique, nous promettent presque le plein emploi jusqu'à la fin de nos jours. Un secteur important de la population y trouverait sans doute travail enrichi, qualité de vie accrue, haut revenu mais, pour la majorité des travailleurs et des couches populaires, la précarité de l'emploi et la dépendance risqueraient d'en être accentuées. La société « duale » redoutée par André Gorz, François de Closets et de nombreux autres observateurs, avec ses clivages accrus entre les générations, les sexes et les régions, serait alors l'horizon prévisible. Dans le No. 3-4 - du Vol. 6 de Possibles, Éric Alsène (*Expérimentation autogestionnaire et société dualiste*, pp. 171-196) emprunte à la *Documentation française* une description de ce type de société. D'un côté « un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe ainsi que les langues étrangères » et de l'autre « un vaste secteur traditionnel incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus conventionnel et plus classique ». Face à ce modèle, Alsène suggère une société « dualiste » où toute personne peut-être à la fois conviviale et informatisée. J'y reviendrai plus loin.

Déjà le Conseil du Statut de la Femme nous met en garde en montrant comment, au Québec, les femmes sont particulièrement affectées par l'opposition de plus en plus nette entre économie formelle et économie souterraine, indice certain de l'émergence ici d'une société « duale » dont les ravages dans des pays comme le Brésil et le Chili ne sont plus à démontrer.

Dans ces conditions, fonder l'échéance de 1985 sur le virage technologique et le plein emploi c'est, lorsqu'on est péquiste, négliger une bonne partie de son électorat sans risquer d'attendrir la « garde montante » qui, jusqu'à nouvel ordre, est loin d'être prête à quitter Bourassa, Turner ou Mulroney, pour la faconde de Jacques Parizeau ou les ciseaux acérés d'Yves Bérubé.

Même en cas de reprise économique, beaucoup d'emplois disparus ne seront pas retrouvés. Les jeunes et les femmes continueront de frapper aux portes du marché du travail. De nombreux chômeurs devront opter de façon définitive pour un bien-être social plus ou moins accompagné d'une insertion partielle dans l'économie souterraine. Quant aux nouveaux emplois créés, ils continueront à être temporaires ou à temps partiel.

Si l'on n'y prend garde, le virage technologique proposé contribuera même de plusieurs façons à accroître notre dépendance. L'établissement d'industries de pointe nous obligera encore longtemps, l'affaire des ordinateurs à l'école l'a montré récemment, à continuer d'importer de l'Ontario et des États-Unis capitaux, produits et services, augmentant ainsi notre déficit commercial et notre statut d'économie dominée. L'accroissement de la population rejetée hors du marché régulier du travail nécessitera un recours de plus en plus nécessaire aux capitaux et aux programmes de l'État canadien. Cette impossibilité pour beaucoup de gens aptes au travail de participer aux bienfaits des nouvelles technologies comme consommateurs et surtout comme producteurs ne pourra que les opposer, de façon souvent imprévisible, à ce qui constituera pour eux un mirage ou les ancrer davantage dans la dépendance, la marginalité et le défaitisme.

Sous le couvert de la modernité, je crains que plusieurs dirigeants péquistes, inconsciemment sans doute, soient en train de miner les bases de la souveraineté et d'une social-démocratie pour qui l'égalité des chances demeure un credo intangible, au delà des crises et des transformations sociales.

Bien sûr, il y a la concertation. Née dans la foulée de l'animation et de la participation, elle semble impliquer comme elles qu'il suffirait qu'enfin patrons, syndicats et Gouvernement se parlent pour que les conflits s'aplanissent et qu'émergent rapidement les solutions à la crise. L'heureuse Autriche vient remplacer dans nos rêves la lointaine Suède où nos fonctionnaires effectuèrent jadis tant de missions. Voeu pieux de tous les gouvernants démocratiques, la concertation ne constitue pourtant pas une panacée : elle n'a d'ailleurs en elle-même rien de spécifiquement social-démocrate, comme l'expliquait aux membres du P.Q., Lise Poulin-Simon : « On associe souvent le terme social-démocratie à des partis politiques qui seraient les porteurs d'un projet social faisant largement appel à la concertation. Il faut éviter de considérer l'instrument qu'est la concertation comme un fin en soi, vide de contenu, ou comme un moyen que se donneraient des gouvernements qui veulent gouverner le moins possible. A mon avis, la social-démocratie est avant tout un projet social de développement économique qui, pour réaliser ses objectifs, a besoin de la participation continue des groupes socio-économiques. Cependant, cette participation ne peut se

substituer au projet lui-même (« Résumé des exposés du Colloque Crise et Mutation » mars 1983. Parti Québécois. Dossiers du Centre d'Animation politique. p. 22)

Ce qui manque encore à la concertation québécoise c'est un plan de développement précis ou l'État esquisserait ses projets à moyen-terme et une structure formelle de consultation où les divers groupes socio-économiques seraient associés de façon permanente à la définition et à la réalisation de ce plan. En leur absence nous oscillerons entre les spectacles à caractère pédagogique fournis par les Conférences socio-économiques et les consultations-bidon qui ont fait depuis vingt ans la spécialité des ministres québécois. L'État, encore plus que les partenaires sociaux, doit se convertir à la concertation.

Quant au patronat privé québécois, ce n'est un secret pour personne, il souhaite la défaite rapide du Parti québécois. Essentiellement hétérogène, ses principaux porte-paroles viennent de la PME alors que les multinationales continuent à dominer l'économie du Québec. Son discours public oscille entre la défense d'un libéralisme économique depuis longtemps anachronique et la résistance acharnée à toute initiative progressiste dans le domaine du travail : loi anti-scab, santé et sécurité au travail, accréditation sectorielle ou multipatronale, loi sur les fermetures d'usines. Le nouvel intérêt du gouvernement actuel pour le secteur productif et l'entreprise devrait donc logiquement viser autant sinon plus les secteurs public, coopératif et communautaire que le seul enrichissement des PME et des multinationales. Si les socialistes français, qu'on veut nous donner comme exemple, tentent de revaloriser la productivité c'est quand-même à la suite d'une vaste nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, assurant le contrôle prépondérant de l'État sur l'économie. Nous en sommes encore loin.

Du côté des syndicats, le caporalisme gouvernemental lors des dernières négociations dans le secteur public ne les incite guère à la concertation. Tout au plus l'acceptent-ils pour des problèmes précis et dans des secteurs bien délimités sans adhérer, à la CSN et à la CEQ du moins, à l'ensemble du processus. Pour de nombreux syndiqués, le gouvernement Lévesque, malgré la législation ouvrière la plus avancée en Amérique du Nord, est paradoxalement devenu aussi pro-patronal que les libéraux. Ce ne serait pas la première fois qu'une crise aurait forcé des sociaux-démocrates à faire le travail des capitalistes.

Mais, même s'il se réalisait malgré ces obstacles, le processus de concertation nationale ou sectorielle impliquerait surtout les technocrates et les leaders de l'économie formelle, laissant de côté les consommateurs, les groupes les plus démunis et les nouveaux exclus du virage technologique. Le processus de dualisation de la société en serait encore plus accentué.

C'est à tous les niveaux de l'économie et de la société que la concertation devrait s'étendre pour donner un nouveau visage au Québec. La participation des travailleurs à la gestion des entreprises, celle des citoyens au niveau du quartier, de l'école, de la MRC, constitueraient la seule forme sérieuse de concertation, la seule façon d'assurer une véritable émancipation des québécois. Aucun front commun entre Louis Laberge, Ghislain Dufour et Yves Bérubé ne ferait le poids dans une telle perspective.

Le virage technologique auquel le P.Q. nous convie a encore de la chair à prendre s'il veut vraiment se distinguer de celui des libéraux, éviter de nous enfermer encore plus dans le carcan canadien et surtout profiter davantage aux plus démunis qu'à une « nouvelle garde » aux dents longues.

Nouveau langage, nouvelle culture

[Retour à la table des matières](#)

Le projet indépendantiste s'est développé dans l'enthousiasme des jeunes, des femmes, des travailleurs, des intellectuels et des classes moyennes. Il ne pourra se réaliser sans un nouvel effort de ceux et de celles qui forment la majorité de la population. Mais de nombreux indices indiquent la désaffection de ces groupes : chez eux, les avatars du parti au pouvoir semblent se répercuter temporairement sur la conviction souverainiste.

Ni le vieux langage du RIN ni le nouveau discours technologique ne réussiront à court terme à refaire la coalition des résistances, des enthousiasmes et de l'imagination. La politique, surtout lorsqu'il s'agit d'une mutation aussi importante que la souveraineté, se nourrit plus de symboles et d'idéaux que de budgets Parizeau, de projets de constitution et de haute technologie. Les jeunes nous l'ont fait savoir avec une certaine naïveté lors de leur dernier sommet en nous mettant en garde contre une indépendance qui ne pourrait intégrer ces valeurs plus profondes que sont pacifisme et qualité de vie. Il nous appartient maintenant de leur montrer que ces projets peuvent aller de pair.

L'idée de plein emploi est à repenser. Si l'on veut que tout le monde dispose d'un emploi stable et suffisamment rémunérateur, il va nous falloir collectivement travailler moins, diminuer la journée, la semaine ou l'année de

travail de façon radicale. Au lieu de la société « duale » et inégalitaire en train d'émerger, c'est un monde « dualiste », où les mêmes personnes partageraient les avantages de la sphère technologique et de la convivialité, qu'il faudrait viser. Les exclus de l'économie formelle, jeunes et femmes surtout, veulent y participer à condition qu'elle ne domine pas leur vie et qu'elle laisse place à d'autres préoccupations : voilà le véritable sens de l'allergie des jeunes aux anciennes formes de travail et de hiérarchie ou de la préférence de nombreuses femmes pour le temps partiel. Par ailleurs, combien de salariés à plein-temps, disposant de revenus suffisants, seraient prêts à troquer une diminution de salaire contre du temps libre. Allons à la rencontre de ces deux mouvements, cessons de nous prêter à toutes les compromissions pour accroître le nombre des jobs, et voyons plutôt à mieux répartir le nombre d'emplois existants.

Dans ces conditions, les économistes et les écologistes s'entendent là-dessus, la société de consommation actuelle doit changer de sens : il devient nécessaire de revenir aux idées, éculées pour certains, de responsabilité et de frugalité. Proposer, comme certains syndicalistes, de diminuer le temps de travail sans toucher aux salaires et croire augmenter ainsi le nombre absolu d'emplois, c'est ou de l'inconscience ou de la pure démagogie.

Le salaire, au fond, demeure un indice peu fiable du bien-être des individus et des groupes, si l'on ne considère pas en même temps le niveau des impôts et la qualité des services offerts par l'État et les diverses collectivités. Dans une société capitaliste comme la nôtre, abandonner la plus mince tranche de son salaire réel c'est presque à coup sûr enrichir les fabricants de missiles et les technocrates. Dans un monde plus égalitaire, ce serait accepter de laisser tomber des biens de consommation privée souvent superflus et imposés par la publicité au profit des services collectifs fournis par la société ou encore, si une diminution du travail survient en même temps, participer à l'édification d'une société plus frugale et plus conviviale.

Loin de vouloir briser les réglementations étatiques étouffantes au seul profit d'une entreprise privée que les néo-libéraux tentent de remettre en selle, la société conviviale valorise la société civile, le communautaire, le coopératif, les groupes restreints où une bonne partie des services assumés jusqu'à maintenant par l'État et l'entreprise pourraient être effectués par tous et toutes dans le temps libre dégagé par l'affaiblissement de l'économie de marché.

Si nous voulons vraiment une société indépendante et libérée, au Québec, nous devrions pousser jusqu'à nos réflexions sur le plein emploi, le virage technologique et la concertation. La coalition proposée ici par Édouard Cloutier en sortirait enrichie d'un nouveau langage et de nouveaux adeptes autour d'un

projet souverainiste définitivement ancré à la fois dans le réaliste et l'égalité. Nombreux sont ceux et celles qui, au delà du défaitisme et de l'économisme étrié, attendent un tel projet pour se remettre à la tâche.

Un récent document du P.Q., « Le Québec et le défi social-démocrate », tout en n'allant pas très loin dans la remise en question des idées reçues, a le mérite d'insister sur le changement de mentalité, la nouvelle culture que nous imposent à la fois le défi technologique et le désir d'émancipation. Ces transformations profondes étant plus difficiles et plus lentes qu'un changement du système fiscal ou des lois du travail, on doit s'interroger encore plus, si on les souhaite, sur l'opportunité d'une élection-référendum dès 1985. Ne risquerait-on pas de compromettre ainsi définitivement une évolution qui nécessitera encore un travail énorme de mobilisation et de pédagogie ?

Dans cette perspective, l'arrivée sur la scène fédérale d'un parti nationaliste lié au P.Q. me paraît susceptible de mieux fonder le processus de libération nationale. Rejoindre l'adversaire sur son propre terrain, défendre nos intérêts à Ottawa durant la période de transition, accroître la légitimité internationale du mouvement indépendantiste, contribuer à restructurer la scène politique canadienne autour des Conservateurs et du N.P.D., voilà autant de façons de favoriser l'émancipation des Québécois. Pour éviter que le nouveau parti tombe aux mains d'ambitieux, de tacticiens ou de kamikazes qui le conduiraient à l'échec électoral ou au reniement, le P.Q. doit cependant lui consentir un appui sans réserve et garder un contrôle sur son programme et son leadership. Espérons que la préférence pour un parti nouveau plutôt qu'une aile interne au P.Q. ne soit pas une façon habile pour certains leaders d'abandonner à elle-même l'organisation naissante.

* * *

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Les défaitistes et les pseudo-réalistes auront beau la mettre en doute, la souveraineté politique du Québec lui assurerait un meilleur avenir et un plus grand espace de liberté en Amérique du Nord. La spécificité culturelle est en effet plus vision du monde qu'ensemble de comportements, elle se conjugue plus au futur qu'au passé. Sans un État à eux, même allégé et décentralisé, les pacifistes

québécois auront peu de prise sur les missiles de l'OTAN, les écologistes peu de possibilités de concrétiser leurs rêves, les créateurs peu de chances de résister à l'impérialisme culturel américain.

Comme on l'avait cru d'abord, l'indépendance ne nous viendra cependant pas naturellement et sans effort à mesure que les générations d'avant-guerre laisseront la place aux plus jeunes. La crise actuelle nous oblige à plus de transparence et de rigueur. Autant que la déprime, une nouvelle révolution culturelle, moins tranquille celle-là, pourrait en émerger.

Ce possible justifie les efforts qu'il faudra consacrer ici et ailleurs à redonner au mouvement indépendantiste un langage et un programme plus conformes à l'aspiration de ses militants et mieux adaptés aux nouvelles réalités économiques et culturelles. Ce travail ne peut faire fi des instruments politiques que nous nous somme déjà donnés. Peut-être les incitera-t-il en même temps à plus de prudence dans la stratégie et à plus d'audace dans la réflexion. Allons-nous faire de 1985 la fin d'une illusion ou la première étape d'une libération.

Fin du texte